

BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 184 / 20 déc 89

ANN INTERNE

Un appel à la solidarité

SOMMET DES PRESIDENTS

24 heures seuls à discuter le destin de l'Amérique centrale.

DECLARATION DU COSTA RICA: UNE SOLUTION PACIFIQUE AU SALVADOR

Le Nicaragua, seul contre quatre, a réussi à impulser une solution négociée au Salvador et à préserver le processus de paix.

COMMUNIQUE DU FMLN

LETTRE DU COMMANDEMENT GENERAL DU FMLN AUX PRESIDENTS

NEGOCIER, MAIS QUOI?

La proposition du FMLN pour parvenir à la démocratisation, la fin des hostilités et à une paix juste et durable au Salvador.

ASSASSINAT DES JESUITES

Les coupables courent toujours ...mais c'est l'église qui est accusée de gêner l'enquête.

LES INDIGENES EN AMERIQUE LATINE

Au delà de l'analyse de classe.

EL SALVADOR: TROIS ETAPES DE L'HISTOIRE D'UN PEUPLE

La résistance indigène est très ancienne; la connaissance de ces racines historiques contribue à comprendre la situation actuelle.

SONDAGE:

Un organisme étatsunien donne l'avantage à Daniel Ortega.

DEMOBILISATION DE LA CONTRA:

Les casques bleus y participeront.

FLASH ELECTORALE

Chers lecteurs et lectrices, nous faisons une pause de deux semaines que nous espérons avoir méritée. Alors pas de bulletin jusqu'au mercredi 10 janvier! A vous tous une joyeuse fête de Noël et engageons nous ensemble pour une année 1990 de paix pour nous et l'Amérique centrale.

40 P 11481

ANN INTERNE

CHERS LECTEURS, CHERES LECTRICES

Dans ce dernier bulletin avant la pause de deux semaines, nous avons encore une fois besoin de faire appel à votre soutien solidaire. Plus que jamais la survie de notre projet du bulletin ANN dépend de votre engagement car notre situation financière est très mauvaise. Dans le texte suivant, vous verrez comment vous pouvez nous aider:

Vous venez de recevoir le numéro 184 du bulletin hebdomadaire. C'est pour nous collaborateurs de l'ANN, un moment significatif. Depuis quatre ans, l'agence de presse nicaraguayen ANN publie son bulletin hebdomadaire et donne ainsi une audience internationale à la révolution sandiniste. Cela a été rendu possible par l'engagement d'un petit groupe de journalistes et techniciens à Managua, qui n'ont jamais abandonné notre projet: faire connaître à l'étranger les succès et les problèmes de la révolution sandinistes, malgré le manque de devises, des réductions budgétaires et les dévastations causées par l'ouragan Joan il y a un an. Mais le projet se maintient aussi grâce à vous lecteurs et lectrices du bulletin. Sans votre soutien, le Nicaragua, ce pays du Tiers monde n'aurait pas sa propre voix.

Pour entrer dans sa cinquième année de vie, le bulletin de l' *Agencia Nueva Nicaragua* a plus que jamais besoin de votre soutien solidaire et nous vous demandons à tous de nous aider en vous proposant les possibilités suivantes:

1. Faites de la publicité pour l'ANN pour *augmenter le nombre d'abonnés.*
2. Faites de la propagande dans votre comité ou votre groupe de solidarité pour qu'il souscrive à un *abonnement de solidarité.* Toute notre survie dépend du soutien financier de la solidarité.
3. Faites de la publicité dans votre groupe de solidarité ou auprès des institutions pour un abonnement à *la sélection thématique:* Nous envoyons par télécopie des "paquets" d'articles sur des sujets précis: Par exemple sur l'insurrection au Salvador, les élections au Nicaragua, etc.. Cette sélection thématique peut servir de base pour le travail des médias ou du mouvement de solidarité. ANN offre en plus des paquets de trois articles par jour contenant les nouvelles les plus importantes et les plus actuelles.
4. Vous pouvez aussi manifester votre solidarité par *des dons* (chèque ou versement postal) ou en décidant

de payer plus de votre abonnement.

5. Ce qui nous aiderait plus encore, ce serait un versement régulier. Devenez membre du *réseau de solidarité* en payant une petite somme mensuelle. Cela serait pour nous une source de financement de laquelle peut dépendre notre existence.
6. Vous pouvez également vous engager en nous informant sur les activités de solidarité locales ou régionales telles que réunions, fêtes, séminaires qui concernent l'Amérique centrale. Pour ce type d'activité vous pouvez commander nos *paquets de matériel* contenant des bulletins, affiches, cartes postales, etc. pour le diffuser au cours de ces manifestations.
7. *Parlez de l'ANN.* La révolution sandiniste et ses projets, souvent européens, ne peuvent survivre que si une diffusion indépendante d'informations sur le Nicaragua en Europe est garantie dans le futur.

Pour toutes ces raisons nous ouvrons la campagne: *1% pour l'information* et nous vous appelons à y participer. Chaque groupe ou institution au sein du mouvement de solidarité attribue 1% de l'argent qu'il collecte à la survie du projet d'information de l'ANN.

Il y a quatre ans, beaucoup de gens voyaient avec scepticisme le lancement de l'ANN-Europe et lui prédisaient une faillite à court terme. Mais nous avons eu raison de persévérer: Les 180 numéros des bulletins publiés depuis, nous prouvent que même un pays comme le Nicaragua possède une voix qui a quelque chose à dire au niveau international.

Quatre ans après la mise en place du bureau à Zurich, il y a maintenant des changements dans l'équipe d'ANN Europe: Le fondateur du bureau en Suisse, Martin Muheim, délègue la rédaction du bulletin allemand à Felix Nussbaum, mais il continue à être le responsable de l'agence européenne. Malheureusement une collaboratrice fidèle des quatre premières années, Alma Noser, quitte l'ANN pour d'autres engagements. La nouvelle responsable du bulletin français est maintenant Monika Slamanig. U.Werner Winterberger se charge comme avant des projets de développement et de financement.

Voilà un petit portrait des quatre collaborateurs de l'ANN à Zurich:

Martin Muheim (36): Journaliste et sociologue, responsable du bureau ANN à Zurich. Pendant trois ans, il s'engageait comme journaliste, traducteur et coordinateur des projets de *Swissaid* au Nicaragua. A part l'ANN, il travaille maintenant dans le journalisme et l'informatique.

U. Werner Winterberger (39): Ethnologue et photographe, il s'occupe à Zurich des projets de financement, de

analyse avec un contenu plus latino-américain, pour élaborer une nouvelle conception du mouvement indigène en Amérique latine.

La célébration du cinquantième centenaire nous fournit justement l'occasion de récupérer notre identité.

Le continent américain est multi-ethnique et malgré cette spécificité et cette diversité il y a un problème commun: Le système d'exploitation capitaliste. Il y a un ennemi qui a touché toutes les couches sociales: l'imperialisme. Nous devons tracer les voies qui nous permettront de faire face au problème structurel de la domination étrangère.

REVENDIQUER CE QUI PEUT ETRE RECUPERABLE

Le mouvement indigène doit tenir compte des conditions de développement actuelles. Certaines choses ont été positives autrefois, d'autres non, même si nous prétendions les adapter au vingtième siècle. Il faut récupérer dans le passé ce qui est valable en fonction du développement historique.

Dans le domaine de l'agriculture, par exemple, le travail communal est valable et beaucoup de formes de travail communal proviennent des formes d'organisation, du fonctionnement et de l'autonomie de la communauté.

Dans les communautés indigènes en Equateur, nous attachons beaucoup d'importance aux activités communautaires. Nous développons aussi au niveau des municipalités les assemblées indigènes avec leur propres mécanismes d'élection. Nous avons des systèmes d'échange de travail et de produits. Nous essayons aussi de développer chez les indigènes la conscience de leur identité qui est liée à leur relation avec la terre, mère et centre de leur vie.

El Salvador

TROIS ETAPES DE L'HISTOIRE D'UN PEUPLE

Dans la documentation relative aux luttes du peuple salvadorien, il y a peu de références aux Indigènes qui représentent cependant 10% de la population et ont été les protagonistes de moments glorieux de l'histoire du pays. Les textes qui suivent sont des citations du livre "El Salvador" du sociologue britannique Alastair White.

LA CONQUETE

Avant l'arrivée des Espagnols, les Mayas avaient été pratiquement remplacés dans l'ouest du Salvador, par des

Azèques de langue *nahuatl* qui venaient des montagnes du Mexique. Ce sont ces Indiens appelés *Pipils* que les conquérants espagnols ont trouvés. Ils avaient des centres urbains importants, avec peut être jusqu'à 10 000 habitants, l'une de ces villes s'élevait à l'emplacement de la capitale actuelle et s'appelait Cuscatlan. Les *Pipils* étaient venus du Mexique pour fonder les villes de Izalcos et Cuscatlan en 1054, sous la direction d'un prince toltèque qui avait été vaincu dans un combat dynastique sanglant. Leur organisation politique comprenait deux ou trois mini-états et quelques unités plus petites.

Mais la branche *pipile* de la civilisation aztèque ne s'est pas étendue à tout le territoire du Salvador actuel. Elle est arrivée seulement jusqu'à la rive est du plus grand fleuve du pays, le Lempa. Au delà, le groupe linguistique le plus important était celui des *Lencas*, apparenté aux Mayas, mais qui n'avait pas atteint un degré de civilisation aussi élevé. Il semblerait que tandis que le groupe *pipil* de Cuscatlan dominait un espace considérable, les *Lencas* n'avaient pas constitué de mini-états, mais une grande quantité de groupes locaux autonomes.

Pendant la première étape de la conquête, les *Pipils* combattirent directement dans la plaine et furent écrasés à deux reprises, avec beaucoup de morts, par les troupes de Pedro de Alvarado. Par la suite, ils adoptèrent la tactique de la guérilla dans les montagnes. Ce n'est qu'en 1528, lors de leur troisième expédition, que les Espagnols arrivèrent à s'installer à Cuscatlan. Ils confiaient alors aux soldats espagnols la charge des villages indigènes qu'ils parvenaient à pacifier. La résistance des *Pipils* et des *Lencas* continua, mais finalement ils durent se réfugier sur des collines fortifiées pour survivre.

Au début, les conquérants ne se repartissaient pas les richesses des Indiens, mais les Indiens eux-mêmes après les avoir réduits à l'esclavage. Par la suite, les Indiens passèrent sous le régime de l'*encomienda* dépendant d'un conquérant espagnol; ce régime consistait à exiger un tribut d'un peuple indigène. Rares sont les conquérants qui se sont intéressés à l'agriculture; aussi, ils ne trouvèrent pas beaucoup d'or et d'argent au Salvador, heureusement d'ailleurs pour les Indigènes. C'est pour cette raison que ce pays a peu attiré les conquérants pendant la première période et encore moins après la découverte des mines d'or du Pérou en 1533.

La culture la plus intéressante pour l'exportation était le cacao que les Indigènes produisaient pour la vente et qui devint une boisson populaire en Europe. Les grains de cacao furent alors le tribut à payer par les Indigènes à leur *encomendero*. Ce système permit aux peuples indigènes *Izalcos* de conserver une plus grande autonomie jusqu'à la fin du XVIIIème siècle où le commerce du cacao s'est éteint. C'est peut être pour cela que le dernier groupe *pipil* se trouve encore aujourd'hui dans cette région.

les évêques salvadoriens, soi-disant engagés dans la "subversion".

Mais aucun fonctionnaire de l'Etat ou de l'armée n'a apporté la moindre preuve d'un quelconque lien entre les évêques et la "subversion".

Après l'horrible assassinat des jésuites, qui ne peut être comparé qu'aux atrocités des nazis dans les années 40, tout un secteur de l'opinion publique internationale se demande toujours pourquoi.

Selon l'église, la motivation de ce crime serait la pensée même des jésuites, et en premier lieu celle d'Ignacio Ellacuría, directeur de l'université catholique, intellectuel reconnu au delà des frontières de l'Amérique centrale. Ellacuría et les jésuites étaient arrivés à la conclusion que la profonde crise salvadorienne, qui dure depuis plus de 60 ans, trouvait ses sources dans l'injustice économique, sociale et politique. Cette crise est bien antérieure à la division du monde en deux camps intervenue après la deuxième guerre mondiale. Elle se poursuit alors que la bipolarisation du monde n'existe plus aujourd'hui: Les deux blocs antagonistes possédant des moyens massifs d'extermination, c'est l'existence même de l'humanité qui aurait été menacée si cette bipolarisation s'était poursuivie.

Toute solution à la crise, par la violence révolutionnaire ou par la négociation politique, aura une profonde incidence sur les éléments qui l'ont provoquée. En un mot, les intérêts de l'oligarchie seront affectés au bénéfice de la majorité. Les jésuites étaient arrivés à de telles conclusions.

On sait bien que les jésuites ne sont pas marxistes; par contre, ils ont bien été victimes de l'idéologie fasciste.

La guérilla salvadorienne ne lutte pas pour l'instauration d'un régime totalitaire, ni pour la centralisation de l'économie; elle lutte pour mettre en place un gouvernement participatif, une économie mixte; elle lutte pour plus de démocratie, pour le bien-être des plus défavorisés, qui sont la majorité.

Mgr Arturo Rivera Damas le sait bien, Mgr Rosa Chavez et les autres évêques salvadoriens qui ont reçu des menaces de la part des escadrons de la mort le savent aussi. Le gouvernement le sait également, mais Cristiani représente des intérêts opposés à ceux de la majorité de la société et recoit de plus l'appui du gouvernement des Etats-Unis.

Voilà pourquoi, un mois après le sauvage assassinat des jésuites, il n'y a de coupables. Ce sont les prochaines victimes de la barbarie qui sont les suspects et que l'on va interroger.

Série

LES INDIGENES EN AMERIQUE LATINE

"AU DELA DE L'ANALYSE DE CLASSE"

Repris de *Pensamiento Propio*

Managua, octobre 1989. Le mouvement indigène latino-américain a peu d'espaces pour s'exprimer dans la société civile de notre continent. Ses Indigènes sont toujours subordonnés aux structures du pouvoir politique et ils sont en quête de modes de représentation qui consolident une organisation autonome. Joaquin Vasquez, secrétaire à l'organisation de la Fédération nationale des organisations paysannes indigènes d'Equateur prétend que le mouvement indigène doit entretenir des liens avec les partis politiques, mais aussi participer à la lutte des classes.

En 1987, en tant qu'organisations paysannes indigènes d'Amérique du Sud, nous avons organisé une rencontre pour échanger nos expériences dans le domaine de l'éducation et de la communication populaire. Nous avons conclu qu'il fallait maintenir ce mécanisme de coordination et nous avons décidé d'avoir une autre rencontre en 1988, qui n'a pas pu avoir lieu à cause du manque de coordination et de financement.

C'est dans le cadre du cinquième centenaire de l'arrivée des Espagnols, qu'est née l'idée d'organiser une réunion où seraient représentées les organisations indigènes du continent. C'est l'occasion de nous interroger d'une façon plus globale: Les gouvernements d'Amérique latine ont déjà formé leurs commissions pour cet anniversaire, l'Espagne et le marché commun européen sont aussi engagés de façon implicite. En tant que mouvements populaires, nous devons aborder ce thème en tenant compte de nos problèmes historiques pour faire face d'une façon plus solide à la dépendance extérieure.

LE PROBLEME INDIGENE

Il existe différentes conceptions au sein des mouvements indigènes d'Amérique et nous allons essayer de les aborder. Plusieurs de ces mouvements considèrent que cette question relève seulement des Indigènes, ce qui risque d'être une erreur. Il est évident qu'il y a une spécificité de la question indigène du fait d'un grand nombre de particularité qui leur sont propres, à savoir la conception du monde, la culture, le mode d'organisation de leur vie. Mais nous faisons partie d'une structure globale et nous ne pouvons donc pas séparer ce qui est indigène de ce qui est paysan, ouvrier ou propre à la société en général.

Il faut passer d'une analyse en termes de classes à une

qui puissent véritablement mener à la paix.

En premier lieu viennent les points à concerter pour le cessez-le-feu, les points à négocier pour arrêter la guerre.

Ensuite, le détail de ce que le FMLN propose de discuter et de négocier plus concrètement de ces cinq points essentiels.

Pour comprendre les racines du conflit salvadorien, la lecture du fondement historique qui apparaît dans le point "réformes de la constitution" est essentielle.

PROPOSITION DU FMLN

- 1) Début d'un processus de réformes du système judiciaire, nomination d'une cour suprême de justice et d'un procureur général de la République par consensus entre le gouvernement et les partis d'opposition.
- 2) Accord sur un ensemble de mesures susceptibles d'assurer la fin de toute forme de répression et le respect des libertés démocratiques. Ces mesures devront être vérifiées par l'ONU et l'OEA.
- 3) Accord pour entreprendre un processus judiciaire honnête qui fasse la lumière sur les responsabilités dans l'assassinat de Mgr Romero et prononce des sentences contre les coupables et tous ceux qui sont mêlés aux escadrons de la mort.

En attendant la fin de ce procès, les fonctionnaires impliqués devront être suspendus de leur charge.

- 4) Accord pour désamorcer les causes économiques de la confrontation politique et sociale, sur la base du maintien des réformes entreprises par le précédent gouvernement.

Suspension de la remise à leurs anciens propriétaires des terres affectées par la réforme agraire et suppression des obstacles légaux à l'exécution de la phase II de la réforme agraire. Suspension des mesures qui provoquent la hausse du coût de vie en particulier la hausse des prix des produits de base de consommation populaire.

- 5) Accord sur les mesures d'auto-épuration et de réglementation des forces armées qui permettent d'ouvrir un espace réel à la démocratisation.
- 6) Engagement du gouvernement à soumettre à l'approbation de l'Assemblée législative les accords de réforme de la constitution résultant d'une négociation.
- 7) Accord pour avancer la date des élections législatives

et municipales dans le but de procéder le plus rapidement possible à la réforme de la constitution, d'accélérer la fin de la guerre et de parvenir à une paix juste et durable dans notre pays.

- 8) Garanties mutuelles concernant le stationnement des troupes pour garantir l'observation du cessez-le-feu sans diviser le pays.

ASSASSINAT DES JESUITES: LES COUPABLES COURENT TOUJOURS

par Ricardo Pino Robles

Managua, 15 décembre (ANN). Le 16 décembre, il y aura 1 mois que les six jésuites ont été cruellement assassinés au Salvador. Il n'y a toujours pas de coupables, mais le ministère public a donné l'ordre de rechercher du côté des évêques catholiques.

En examinant les événements qui se sont déroulés au Salvador depuis la grande offensive de la guerrilla le 11 novembre, on se rend compte que l'assassinat des jésuites révèle des contradictions évidentes à l'intérieur du gouvernement salvadorien. Pour ce dernier, il n'y a ni coupables ni suspects.

Mauricio Coronado, procureur général de la République, a annoncé qu'il allait orienter l'enquête vers les plus hauts dignitaires de l'église catholique, car ceux-ci "gènerent" les recherches.

Cette décision a été connue peu de temps après que l'archevêque Arturo Rivera Damas ait révélé le 10 décembre que M. Coronado minimise des preuves évidentes de la culpabilité de membres de l'armée.

Au cours de son sermon dominical, Mgr Rivera Damas avait aussi dénoncé le fait que le seul témoin du crime des jésuites, Lucia Barrera de Cerna a subi un "lavage de cerveau" pendant les pénibles interrogatoires que lui ont fait subir les agents du gouvernement des Etats-Unis.

Bien que le département d'Etat ait répondu que l'archevêque était mal informé, l'opinion publique en Amérique centrale et ailleurs, a été très sensibilisée par ses dénonciations.

Il est de notoriété publique que le régime d'extrême-droite du Salvador a reçu un puissant appui politique, financier et militaire du gouvernement des Etats-Unis. Cette aide est estimée à un million et demi de dollars par jour.

On sait aussi que les forces du régime salvadorien ont sollicité publiquement du Pape Jean Paul II qu'il évince

b) Pour mener à bien le processus de négociation nous jugeons indispensable que soient définies des garanties immédiates pour le respect des droits de l'homme, des libertés démocratiques et des forces politiques et sociales, par:

1. La fin de l'état de siège et l'abrogation de la loi de réforme du code pénal, connue comme *loi anti-terroriste*, récemment approuvée par l'assemblée législative;

2. La libération de tous les prisonniers politiques;

3. Le départ du pays de tous les mutilés et les soins médicaux nécessaires pour tous les blessés du FMLN;

4. La destitution immédiate des chefs et officiers suivants: le colonel René Emilio Ponce, chef d'état major, pour sa responsabilité dans les décisions du haut commandement des forces armées relatives au bombardement de la population civile et à l'assassinat des six prêtres jésuites; le général Rafael Bustillo, le général Rafael Antonio Villamariona et le lieutenant colonel Juan Antonio Martínez Varela, chefs de la VI armée de l'air, pour leur responsabilité directe dans les bombardements de la population civile; le colonel Orlando Zepeda, vice-ministre de la défense, pour avoir signé l'ordre d'assassiner les six jésuites; le colonel Heriberto Hernández, directeur de la police des douanes qui a exécuté le crime, ainsi que le capitaine Alfonso Chavez Garcia, auteur direct de ces assassinats.

Toutes ces destitutions sont indispensables pour que la décision de garantir les droits de l'homme et d'épurer les forces armées soit crédible et efficace. Elles sont inévitables pour mettre fin à la sanglante dictature militaire qui dure depuis soixante ans.

5. La vérification, sur le terrain, du respect des droits de l'homme par la commission inter-américaine des droits de l'homme et par le groupe de travail de INNU sur les disparitions par la force.

Nous estimons qu'il est indispensable de réorganiser la table de négociation, afin que participent non seulement le gouvernement et le FMLN, mais également les partis politiques d'opposition et les forces sociales, ce qui garantira le consensus national.

Messieurs les présidents, l'importance qu'a pris la guerre dans notre pays exige un examen réaliste, des solutions viables et urgentes.

Vous pouvez agir dans ce sens, pour que la négociation

s'impose comme une solution à la guerre et que le processus de paix en Amérique centrale donne des résultats concrets.

Nous renouvelons l'expression de notre plus haute reconnaissance pour votre contribution.

Pour le commandement général du FMLN:

Schafik Jorge Handal

NEGOCIER, MAIS QUOI?

LA PROPOSITION DU FMLN

Repris du numéro de décembre 1989 de la revue *Envio*

Managua, 14 décembre (ANN). Exactement deux mois avant de lancer son offensive politico-militaire, le 11 novembre dernier, le FMLN avait fait, lors des négociations de Mexico, une proposition audacieuse pour parvenir à la démocratisation, à la fin des hostilités et à une paix juste et durable au Salvador.

Dans ce texte, le FMLN proposait une négociation en trois étapes:

- 1) Cessez-le-feu concerté sur la base d'une série de points.
- 2) Premiers pas vers l'intégration du FMLN à la vie politique.
- 3) Négociation pour la fin des hostilités et l'intégration complète du FMLN à la vie politique.

Tout d'abord, on cessait les hostilités sur la base d'une négociation et le FMLN s'intégrait à la vie politique comme parti. Enfin, la guerre se terminait et le FMLN continuait à lutter dans le cadre politique pour son propre projet. Le gouvernement d'ARENA, dominé par les militaires, n'a pas accepté de discuter de cette proposition.

Un mois plus tard, au Costa Rica, le FMLN a détaillé sa proposition globale dans des documents expliquant chacun des points sur lesquels il proposait de construire la première phase des négociations pour parvenir à un cessez-le-feu concerté.

Mais le gouvernement d'ARENA n'a voulu discuter d'aucun des points. Sa seule proposition était la reddition inconditionnelle du FMLN.

Envio propose à ses lecteurs ces documents importants dans lesquels se manifeste la volonté de négocier de la guérilla; Ils expliquent avec clarté les buts poursuivis par l'offensive actuelle, lancée pour obtenir des négociations

4. Comme il l'a déjà exprimé en privé, le FMLN est d'accord avec la médiation de Javier Perez de Cuelar, secrétaire général des Nations Unies (ONU), pour entamer des négociations sérieuses avec la participation de toutes les forces politiques et sociales du Salvador.

5. Nous appelons la solidarité internationale à se mobiliser pour défendre le peuple salvadorien qui court le danger d'une escalade dans l'extermination, car la politique fasciste du gouvernement Cristiani a été renforcée par l'appui que lui confère la déclaration des présidents d'Amérique centrale.

El Salvador, 12 décembre 1989.

Le commandement général du FMLN:

Commandants Joaquim Villalobos, Francisco Jovel,

Eduardo Sancho, Schafick Jorge Handal, Salvador Sanchez Sereno.

LETRE DU COMMANDEMENT GENERAL DU FMLN AUX PRESIDENTS D'AMERIQUE CENTRALE

San Salvador, le 8 décembre 1989.

Messieurs les présidents des Républiques d'Amérique centrale.

Nous pensons qu'il est opportun et urgent, à l'occasion du sommet extraordinaire des présidents d'Amérique centrale, de vous donner notre point de vue sur le déroulement des événements au Salvador et d'exprimer notre volonté de trouver rapidement une solution à la crise.

Le FMLN a participé aux réunions de Mexico et de San José avec la volonté d'engager les négociations définitives pour mettre fin à la guerre, pour aller vers une réelle démocratisation, une démilitarisation de la société et une modernisation du système économique.

Nos propositions laissent un espace pour que chacune des parties impliquées dans le conflit puisse avoir des positions souples et pour avancer dans la voie d'une solution négociée.

Mais, jusqu'à ce jour, nous n'avons eu affaire qu'à des positions bornées qui ont conduit le FMLN à lancer l'offensive pour faire connaître le rapport des forces réel, le poser sur la table et ouvrir une négociation définitive.

Le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement du Salvador avaient posé comme principe l'affaiblissement

du FMLN et son isolement international, et décidé de dialoguer sans négocier. Ils voulaient gagner du temps pour obliger l'adversaire à accepter une offre équivalente à une reddition.

L'offensive du FMLN, à partir du 11 novembre, a rompu ce schéma.

Le gouvernement s'entêtait à affaiblir le FMLN en intensifiant la guerre et la répression pour démanteler toute forme d'opposition politique. Il ne pouvait pas continuer à renvoyer la fausse image d'un gouvernement modéré ouvert au dialogue alors que la répression faisait de plus en plus de victimes, qu'il utilisait des procédés chaque jour plus brutaux, comme ce fut le cas lors de l'assassinat massif des dirigeants de FENASTRAS (Fédération syndicale salvadorienne, note de la rédac.).

L'offensive du FMLN a révélé la réalité: Les bombardements génocides contre la population des quartiers de San Salvador, Zacatecoluca, Usulután et San Miguel, l'assassinat des six jésuites, la persécution de toutes les églises, la censure absolue de toute forme d'expression et d'organisation, la persécution des dirigeants et membres des partis d'opposition et des organisations sociales démontrent dramatiquement que les raisons profondes de cette guerre de dix ans persistent, que la démocratisation est inexistante et que le pouvoir absolu est aux mains des chefs militaires les plus empressés à imposer la continuité de leur dictature et à noyer dans le sang les aspirations du peuple salvadorien.

Dans une telle situation, il n'est pas possible de se contenter du cessez-le-feu, il faut aussi arrêter immédiatement la répression, établir des garanties pour le respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques.

Nous sommes toujours prêts à oeuvrer dans le sens d'une solution négociée, dont le résultat serait une réelle démocratisation, la démilitarisation de la société, sur la base d'un consensus national qui réconcilie la nation, comme le prévoient les accords d'Esquipulas II.

Nous souhaitons que le sommet centraméricain contribue à un cessez-le-feu accompagné de garanties en ce qui concerne les droits de l'homme et le contrôle international et de l'ouverture immédiate de négociations réelles au Salvador.

Nous précisons ci-dessous nos positions et nous souhaitons que vous les preniez en considération:

a) Nous sommes disposés à signer un cessez-le-feu immédiat supervisé internationalement, afin d'entamer simultanément une négociation intégrale et définitive, qui mène à un véritable consensus national sur la base de la démocratisation, de la démilitarisation de la société et du respect des droits des Salvadoriens.

me pleinement reconnu qui reconnaît lui même la légitimité des autres gouvernements. En plus de l'entière responsabilité de ses propres affaires, le Nicaragua défendait aussi le droit à la paix et à l'auto-détermination dans la région.

Avec de grands efforts, le document de San Isidro de Coronado a finalement vu le jour. Il aborde les thèmes vitaux pour le Nicaragua et l'Amérique centrale et mérite d'être analysé:

- 1) Le FMLN n'est pas un mouvement terroriste comme la Contra, il ne peut donc être condamné en tant que tel.
- 2) Pour qu'il y ait négociation en Amérique centrale, la légitimité de tous les gouvernements qui négocient doit être reconnue. Cette une des conditions à la négociation.
- 3) Le troisième point correspond à la demande du FMLN de reprendre le dialogue, qui avait été interrompu après le massacre de syndicalistes par l'extrême-droite et une partie de l'armée salvadorienne.

Dans ce point il est demandé au FMLN qu'il "renonce publiquement à toute action violente qui touche directement ou indirectement la population civile". Ceci peut être interprété comme un appel à la trêve (le FMLN est tout à fait d'accord), afin que "indirectement" la population civile ne subisse pas les bombardements de l'armée salvadorienne.

L'aspect le plus important est qu'en contre-partie est créé un mécanisme de dialogue plus efficace avec participation directe de l'ONU, c'est à dire avec une participation internationale compétente.

- 4) Ce point prolonge les accords de Tela. Avant toute démobilisation du FMLN, il est nécessaire qu'il y ait concertation avec le gouvernement Cristiani et que ce soit le résultat d'un dialogue préalable. Dans le point numéro 10 de cet accord, il est spécifié que les présidents "demandent que la mission de l'ONUCA soit élargie à la vérification de la fin des hostilités et de la démobilisation des forces irrégulières qui peuvent faire l'objet d'un accord dans la région". Il est certain que pour le moment le FMLN n'a passé aucun accord dans ce sens avec le gouvernement salvadorien et la démobilisation n'est effective qu'avec une concertation et une réelle volonté du gouvernement salvadorien de trouver une issue pacifique, de respecter strictement le pluralisme et d'en finir avec les horribles violations des droits de l'homme.
- 6) Ce point concerne surtout la Contra en tant que troupe de mercenaires armée par les Etats-Unis et d'autres alliés comme Israël, alors que le FMLN, et

cela figure dans des documents officiels des Etats-Unis, récupère les armes des militaires salvadoriens.

La solution au problème salvadorien viendra de l'accord que le FMLN conclura avec le gouvernement de ce pays. Le document de San Isidro de Coronado trace les grandes lignes pour une solution pacifique.

Comme le font remarquer les observateurs, il n'appartient pas au Nicaragua de négocier les solutions au conflit salvadorien, mais de chercher des formulations acceptables par tous afin que ceux qui sont partie prenante dans la guerre civile salvadorienne résolvent leur propres problèmes.

Managua, 12 décembre (ANN). Suite à la déclaration finale du sommet des présidents au Costa Rica que nous avons publié la semaine passée, nous vous proposons maintenant les documents suivants:

COMMUNIQUE DU FMLN

Le Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN), suite aux résultats de la réunion extraordinaire des présidents d'Amérique centrale, déclare:

1. Les résultats de la réunion des présidents permettent de mesurer la profondeur de la crise que vit le Salvador et l'impact de l'offensive militaire actuelle du FMLN. Tous les efforts du sommet ont cherché à sauver le gouvernement salvadorien de la grave crise politique et militaire et de l'isolement international, en échange d'une nouvelle promesse de démobilisation immédiate de la Contra nicaraguayenne.
2. Nous rejetons avec indignation la déclaration des présidents car elle va à l'encontre de la dynamique de toute la communauté internationale et des appels lancés par les forces démocratiques et sociales, et les églises salvadoriennes. Cette déclaration donne un appui inconditionnel au plus grand violeur des droits de l'homme de la région, à un gouvernement qui a assassiné et persécuté des religieux, qui a bombardé la population civile. Ce soutien encourage ceux qui ont déchaîné cette violence irrationnelle et leur permet d'accroître la tuéerie au Salvador.
3. L'accord de San José ne contribue pas à créer les conditions d'une solution négociée au Salvador. Le FMLN ne peut être démobilisé au nom d'accords passés entre gouvernements, car le FMLN est une force légitime enracinée dans le peuple sur tout le territoire salvadorien qui, pendant dix ans, n'a pu être contenue par l'énorme machine de guerre entretenue par les Etats-Unis.

arrivait à San José avec un retard de cinq jours dans l'exécution des accords du sommet précédent, celui de Tela, qui avaient fixé au 5 décembre la démobilisation et le démantèlement des camps de la Contra stationnée au Honduras.

V. Cerezo a essayé de jouer le médiateur, mais il avait en sa défaveur plusieurs rapports d'organismes internationaux sur la violation des droits de l'homme au Guatemala, seulement dépassé par le Salvador dans ce domaine.

O. Arias appuyait A. Cristiani en condamnant le FMLN, mais il exigeait cependant des éclaircissements sur l'assassinat des jésuites. Il devait aussi faire face aux accusations formulées par Panama à propos de l'aide apportée à la Contra nicaraguayenne par une partie de la garde civile costaricaine.

ECHEC DES ETATS-UNIS

Le président D. Ortega a non seulement démenti les accusations de A. Cristiani sur l'aide du Nicaragua au FMLN, mais il a surtout fourni des preuves sur l'utilisation des bases militaires du Salvador pour entraîner et armer la Contra. Il a demandé sa démobilisation dans le respect des accords de Tela.

Dans le dos des cinq présidents, Washington a essayé plusieurs fois de détourner la discussion sur un point qui aurait pu condamner, ou presque, le processus électoral qui se déroule au Nicaragua. Les tentatives des Etats-Unis ont spectaculairement échouées, surtout lorsque A. Lacayo, dirigeant de l'Union nationale d'opposition (UNO) s'est introduit dans la salle de réunion escorté par Farid Ayales, ambassadeur du Costa Rica à Managua.

UN BLAME

A. Lacayo avait déclaré aux journalistes qu'il avait rencontré O. Arias et qu'il était là sur invitation du président du Costa Rica. Résultat: A. Lacayo a été expulsé de la salle, O. Arias a démenti avoir rencontré le dirigeant de l'UNO et le blâme formulé contre A. Lacayo pourrait lui coûter son poste et compromettre sa carrière politique.

De toute façon, malgré toutes les contradictions, le 11 décembre à 21 heures, le document existait. N'était presque totalement approuvé par les cinq présidents. Le dernier point en discussion restait la plainte déposée par le Nicaragua auprès de la Cour internationale de justice de la Haye. J. Azcona réclamait une prorogation de 12 mois, le Nicaragua proposait 8 mois.

Sans en aviser ses collègues, J. Azcona a quitté la réunion; la rupture semblait imminente, le scandale prêt à éclater. Azcona s'abstenait pendant deux heures et après son retour, il acceptait une prorogation de 6 mois.

CONCLUSION

Le document final met en relief la participation des Nations Unies au Salvador. Il insiste aussi sur le rôle important de cet organisme à propos de la Contra et lance un appel énergique des présidents pour une démobilisation immédiate des contras.

La déclaration finale, le quatrième document dans cinq mois, est un pas en avant vers la paix. On attend maintenant le prochain sommet qui aura lieu, comme on a décidé, dans les premiers quatre mois de 1990 à Managua.

DECLARATION DU COSTA RICA: POUR UNE SOLUTION PACIFIQUE AU SALVADOR

par Roberto Garcia

Managua, 18 décembre (ANN). Selon les observateurs, la déclaration des cinq présidents d'Amérique centrale, à San Isidro de Coronado, au Costa Rica, contribue à la solution pacifique des problèmes de la région et de la guerre civile salvadorienne. Cet accord a pu être signé malgré les mauvais présages que justifiaient les tensions intergouvernementales.

On pouvait prévoir que le gouvernement salvadorien aurait une position dure. Il a voulu internationaliser le conflit de son pays pour justifier une possible intervention militaire directe des Etats-Unis en réponse à l'offensive du FMLN qui a démasqué la nature fasciste du régime et mis en difficulté la capacité défensive de l'armée salvadorienne.

Après la défaite militaire et politique infligée par l'offensive du FMLN, le gouvernement salvadorien, comme toujours, a pris le Nicaragua comme bouc émissaire, au risque de compromettre le processus de paix de la région. Avec l'appui des grands médias et des Etats-Unis, il voulait en finir avec le dialogue en rejetant la responsabilité sur le Nicaragua; cela aurait été désastreux tant pour le Nicaragua que pour le peuple salvadorien.

Le gouvernement salvadorien n'était pas le seul dans cette disposition d'esprit. Il a fallu lutter, en position désavantageuse, pour discuter un plan de solutions aux problèmes, pour éviter les embuscades. Le Nicaragua a mis à l'ordre du jour plusieurs points fondamentaux pour avancer vers la paix et améliorer la situation des peuples de la région: Accélérer la démobilisation de la Contra, apporter une solution politique par le dialogue à la situation du Salvador et aux problèmes de respect des droits de l'homme dans ce pays.

Certainement, la négociation a été très difficile et il ne faut pas perdre de vue que le Nicaragua devait agir en respectant la règle du jeu, en tant que gouvernement légitime.

publicité et de concepts de l'ANN. Entre autre, il a travaillé pendant six mois comme photographe au Nicaragua et continue à s'engager comme free-lance photographe.

Felix Nussbaum (37): Etudes en germanistique et histoire, il est rédacteur du bulletin allemand. Il travaillait surtout dans le domaine social et a commencé à connaître et aimer l'Amérique centrale pendant des différents séjours les dernières cinq ans. Il connaît l'ANN Managua puisqu'il y a occupé un poste de traducteur pour quelques semaines.

Monika Slamanig: Traductrice, elle a travaillé comme assistante sociale pendant plusieurs années avant de commencer les études de traductrice. Elle a beaucoup voyagé et vécu une année en Espagne. Maintenant elle est rédactrice responsable pour le bulletin français et travaille comme traductrice pour des différentes organisations.

Avec nos salutations solidaires,

Martin Muheim

Sommet des Présidents

SOMMET DES PRESIDENTS: 24 HEURES SEULS

par Marcio Vargas

Managua, 13 décembre (ANN). D'après les témoignages de délégués qui ont eu accès à la salle de réunion, les présidents José Azcona du Honduras, Vinicio Cerezo du Guatemala, Oscar Arias du Costa Rica, Alfredo Cristiani du Salvador et Daniel Ortega du Nicaragua, ont discuté entre eux pendant 24 heures, au cours des deux journées du 10 et 12 décembre. Douze heures le premier jour et quatorze le deuxième, où la séance s'est prolongée jusqu'au petit matin.

Pour faire pression sur le Nicaragua, le président Azcona s'est absenté deux heures pendant la réunion à huis-clos des chefs d'Etat dans une petite salle de l'*institut inter-américain de coopération agricole (IICA)*, qui dépend de l'OEA.

La durée de la réunion, élément qui peut paraître anecdotique, donne une idée du degré de complexité de la discussion sur des sujets toujours délicats comme la démobilisation des contras, le conflit du Salvador et le respect des droits de l'homme dans la région.

LES DIFFICULTES

La situation n'était pas facile: La crise au Salvador était brûlante, les accords sur la démobilisation de la Contra n'avaient pas été respectés et les accusations et contre-accusations mutuelles étaient très sérieuses, allant jusqu'à la suspension des relations entre le Nicaragua et le Salvador décrétée de façon unilatérale par le gouvernement de Cristiani.

En toile de fond de ces disputes, comme toujours l'ombre des Etats-Unis, représentés ici par deux délégués qui ont fait pression tout au long de la réunion, surtout auprès des représentants du Honduras et du Costa Rica, ainsi qu'auprès des journalistes de droite.

A la clôture de la rencontre, c'est dans un climat de confusion, de manque total d'information, d'hermétisme et de fortes mesures de sécurité qu'était proclamé le document de San Isidro de Coronado. La plupart des observateurs considéraient que ce document provoquerait une polémique sur la question du Salvador, qu'il était catégorique et fort sur la démobilisation des contras et très général sur la question des droits de l'homme.

LES ISSUES POSSIBLES

C'était la fin d'une partie d'échec qui avait duré 24 heures et durant laquelle les cinq participants ont dû jouer avec beaucoup de sophistication pour préserver le processus de pacification engagé depuis déjà trois ans et aller un peu plus de l'avant.

D'après ce que l'on sait, les positions les plus radicales pendant la réunion ont été celles d'Alfredo Cristiani qui exigeait une condamnation directe du FMLN, en tant que groupe terroriste, une condamnation du Nicaragua pour sa soi-disant aide aux rebelles salvadoriens et un soutien à son gouvernement, parce que issu des urnes.

A. Cristiani a gagné sur ce dernier point après des discussions tendues au cours desquelles D. Ortega et O. Arias lui demandaient des explications au sujet de l'assassinat des jésuites le mois dernier. Il a aussi obtenu que l'appel à la cessation des hostilités au Salvador soit adressé au FMLN, mais il a dû accepter la médiation des Nations Unies pour une négociation pacifique.

J. Azcona a été le champion des loufoqueries avec une nuance de légèreté sans doute explicable par le fait que, le mois prochain, il cédera sa place à son successeur à la présidence.

Il a exigé que le Nicaragua retire la plainte qu'il a déposée auprès de la Cour de la Haye concernant l'aide du Honduras à la Contra et n'a pas voulu transiger sur cette question.

Le chef d'Etat hondurien avait peu de poids non seulement en tant que président sortant, mais aussi parce qu'il

C'est en 1549 qu'a été introduit au Salvador le système de gouvernement indirect des communautés indigènes, qui devait se poursuivre pendant le reste de la période coloniale. Il s'agissait d'une assemblée des Indiens, ou conseil du peuple, dont les membres n'étaient pas élus mais choisis en fonction de l'âge et des dons faits pour les fêtes. L'instauration de ce mécanisme permit aux Indiens de se défendre des *encomenderos* et aux fonctionnaires de la couronne de contrôler le peuple.

De 1550 à 1560, la population diminua beaucoup dans la plupart des villages indigènes, car les Indiens qui y vivaient devaient payer des taxes élevées, ce qui les forçait à se déplacer vers des contrées plus isolées, par groupe familial, sans organisation villageoise. Ces Indiens furent absorbés comme main d'oeuvre dans les grandes propriétés foncières des Espagnols et finirent par se métisser complètement. Au XVIII^{ème} siècle, le processus de dispersion des Indigènes fit place au regroupement forcé, au fur et à mesure que la population métis augmentait et s'étendait vers les villages indigènes où il y avait abondance de terre par rapport au chiffre de la population. Dans certains cas, les Métis prirent en main la direction municipale de villages entiers.

LA REVOLTE

L'indépendance de la province centraméricaine a été proclamée au Guatemala en 1821. Quelques années avant, le premier recensement de la population salvado-

rienne faisait état de 146 000 habitants, dont 59% d'Indigènes, 31% de Métis et le reste de Blancs. Dès le premier mouvement en faveur de l'autonomie, en 1811, des luttes entre les deux groupes ethniques avaient éclaté.

Après l'indépendance, le gouvernement passa au pouvoir des grands propriétaires terriens et des citoyens riches, libéraux ou conservateurs, qui avaient désormais les coudees franches pour s'appropriier les terres appartenant jusqu'alors aux Indigènes. Un décret fut adopté selon lequel toute terre non allouée ou en friche devait devenir une propriété privée. Le nouveau gouvernement introduisit aussi des impôts en plus des taxes perçues grâce à son monopole sur les alcools. Des révoltes métisses importantes se produisirent alors, contre lesquelles le gouvernement lança des troupes indigènes qui avaient été recrutées pour les guerres fédérales centraméricaines.

C'est cette situation qui déclancha la rébellion des *Nonualcos*, dirigée en 1832 par Anastasio Aquino. Cette rébellion qui commença à San Juan Nonualco avait pour origine le recrutement forcé: Les rebelles attaquaient les escortes des Indiens recrutés, les libéraient et dépouillaient les soldats de leurs armes. Cette révolte s'étendit dans toute la zone indigène mais elle était soutenue également par quelques Métis de la région et même de la capitale. Au cours des premières batailles, les troupes indigènes furent victorieuses, mais au lieu de marcher sur San Salvador, elles se dirigèrent vers Zacatecoluca et San Vicente. L'activité des rebelles dans les zones qu'ils contrôlai-



C'est en 1549 qu'a été introduit au Salvador le système de gouvernement indirect des communautés indigènes, qui devait se poursuivre pendant le reste de la période coloniale. Il s'agissait d'une assemblée des Indiens, ou conseil du peuple, dont les membres n'étaient pas élus mais choisis en fonction de l'âge et des dons faits pour les fêtes. L'instauration de ce mécanisme permit aux Indiens de se défendre des *encomenderos* et aux fonctionnaires de la couronne de contrôler le peuple.

De 1550 à 1560, la population diminua beaucoup dans la plupart des villages indigènes, car les Indiens qui y vivaient devaient payer des taxes élevées, ce qui les forçait à se déplacer vers des contrées plus isolées, par groupe familial, sans organisation villageoise. Ces Indiens furent absorbés comme main d'oeuvre dans les grandes propriétés foncières des Espagnols et finirent par se métisser complètement. Au XVIII^{ème} siècle, le processus de dispersion des Indigènes fit place au regroupement forcé, au fur et à mesure que la population métis augmentait et s'étendait vers les villages indigènes où il y avait abondance de terre par rapport au chiffre de la population. Dans certains cas, les Métis prirent en main la direction municipale de villages entiers.

LA REVOLTE

L'indépendance de la province centraméricaine a été proclamée au Guatemala en 1821. Quelques années avant, le premier recensement de la population salvado-

rienne faisait état de 146 000 habitants, dont 59% d'Indigènes, 31% de Métis et le reste de Blancs. Dès le premier mouvement en faveur de l'autonomie, en 1811, des luttes entre les deux groupes ethniques avaient éclaté.

Après l'indépendance, le gouvernement passa au pouvoir des grands propriétaires terriens et des citoyens riches, libéraux ou conservateurs, qui avaient désormais les coudées franches pour s'appropriier les terres appartenant jusqu'alors aux Indigènes. Un décret fut adopté selon lequel toute terre non allouée ou en friche devait devenir une propriété privée. Le nouveau gouvernement introduisit aussi des impôts en plus des taxes perçues grâce à son monopole sur les alcools. Des révoltes métisses importantes se produisirent alors, contre lesquelles le gouvernement lança des troupes indigènes qui avaient été recrutées pour les guerres fédérales centraméricaines.

C'est cette situation qui déclancha la rébellion des *Nonualcos*, dirigée en 1832 par Anastasio Aquino. Cette rébellion qui commença à San Juan Nonualco avait pour origine le recrutement forcé: Les rebelles attaquaient les escortes des Indiens recrutés, les libéraient et dépouillaient les soldats de leurs armes. Cette révolte s'étendit dans toute la zone indigène mais elle était soutenue également par quelques Métis de la région et même de la capitale. Au cours des premières batailles, les troupes indigènes furent victorieuses, mais au lieu de marcher sur San Salvador, elles se dirigèrent vers Zacatecoluca et San Vicente. L'activité des rebelles dans les zones qu'ils contrôlai-



ent était plus animée par une volonté de justice sociale que par des antagonismes ethniques purs et simples. Ils saccageaient quelques plantations de Métis riches, mais certains Métis rejoignirent les rangs de cette armée qui avait pris le nom *d'armée de libération*. D'après certains rapports, les Indiens dressèrent un inventaire de tous les biens confisqués aux riches pour les remettre aux pauvres. La discipline de ce mouvement était très puritaine.

Les troupes d'Aquino entrèrent à San Vicente le 15 février, mais c'est ce même mois qu'elles allaient être écrasées définitivement. Aquino fut fusillé, puis décapité et sa tête exposée sur la place publique. Durant le reste du XIX siècle, il y eut encore quelques petites insurrections indigènes au sujet desquelles on dispose de peu d'informations, mais aucune ne menaçait sérieusement le système politique en place.

Ce n'est qu'au XX siècle, à la fin des années 1920, que les masses populaires salvadoriennes commencèrent à réclamer des changements dans le système économique et à s'opposer à la conception libérale de l'Etat. Lors des élections de 1930, le président Pio Romero donna à tous les gouverneurs départementaux des instructions strictes et sans précédent pour qu'ils restent impartiaux dans le processus électoral. Le résultat fut le triomphe d'Arturo Araujo, un candidat qui promettait d'entreprendre de sérieuses réformes. C'est cette année là aussi qu'était fondé le Parti communiste dans la clandestinité.

A. Araujo avait gagné grâce à quelques militants ouvriers réformateurs. Mais quand le dirigeant communiste Farabundo Marti rendit visite au président pour essayer de le persuader de mener à bien les réformes, A. Araujo le traita de fanatique et le jeta en prison peu après. Un an plus tard, les activités syndicales et les grèves ayant augmenté, A. Araujo commença à les réprimer dans le sang, tout en annonçant cependant qu'il autoriserait la participation des communistes aux élections municipales. Pourtant il fut renversé avant par un coup d'Etat militaire qui portait au pouvoir le général Martinez.

Les communistes avaient gagné certaines municipalités de l'ouest du pays mais on leur interdisait de prendre possession de leurs postes. C'est pourquoi ils décidèrent de lancer une rébellion pour laquelle les travailleurs de la campagne s'étaient préparés. C'était une action désespérée parce que le Parti communiste n'avait de force que dans quelques régions du pays et, d'après certaines sources, Farabundo Marti avait dit qu'il n'y avait aucune chance de succès.

La rébellion commença dans la nuit du 22 janvier 1932, par des attaques coordonnées de paysans, surtout indigènes armés seulement de leurs machettes. Ils se lancèrent contre les édifices publics des villages de l'ouest. Ils occupèrent Izalco, Juayua et Tacuba, mais les soldats des villes plus grandes, Sonsonate, Santa Tecla et Ahuachapan purent facilement repousser les attaques. A San Salva-

dor, une mutinerie dans les casernes faisait partie du plan Echoua.

Soixante douze heures après la révolte, la tuéerie contre les paysans fut déclenchée, presque tous les petits villages furent récupérés par l'armée; le massacre culmina par une exécution massive de tous les suspects, identifiés comme tels par le costume indigène qu'ils portaient.

La division ethnique avait joué un rôle important dans cette révolte, surtout parce que les seuls chefs indigènes qui restaient au Salvador, Feliciano Ama, d'Izalco, et Felipe Neri, de Nahuizalco, l'avaient soutenue. Mais la rébellion avait inclus aussi des zones où la division était beaucoup moins tranchée que dans la région d'Izalco, et beaucoup de Métis y avaient participé. Par contre, à l'est du lac d'Ilopango et dans la région de Nonualco, la révolte n'avait pas reçu d'appui.

La répression poussa alors les Indiens à abandonner leur costume traditionnel, ainsi que d'autres signes distinctifs, et même leur langue, le pipile.

En Bref

UN SONDAGE D'UN ORGANISME ETATSUNIEN DONNE L'AVANTAGE à DANIEL ORTEGA

Managua, le 13 décembre (ANN). Daniel Ortega et le FSLN bénéficient d'un net avantage pour les prochaines élections selon les résultats d'un sondage effectué par un institut étatsunien et supervisé par une équipe de spécialistes internationaux.

L'agence Greenberg-Lake a réalisé son enquête entre le 25 novembre et le 3 décembre dans les neuf circonscriptions électorales que compte le pays. Daniel Ortega recueille 44% des intentions de vote, contre 27% à Violeta Barrios Chamorro de l'UNO et 5% aux autres candidats. Le président de l'agence étatsunienne, Stanley Greenberg, a expliqué que ce sondage, financé par l'institut *initiative hémisphérique* de Boston, a été effectué auprès de mille personnes de plus de 16 ans selon un schéma conçu à partir des inscriptions sur les listes électorales.

Les indécis, soit 23% des personnes interrogées, sont généralement âgés de plus de 40 ans et ont un moindre niveau d'instruction. Selon Stanley Greenberg, ils penchent plutôt vers l'opposition, "mais non avec la force nécessaire pour réduire de façon significative l'écart creusé par le FSLN".

Il estime par ailleurs que "le bloc du FSLN est très solide et son érosion sera difficile au cours de la campagne électorale", ajoutant que ses électeurs sont très sûrs de

leur choix. Il a admis la possibilité que le parti au pouvoir progresse encore: En effet 47% des personnes interrogées pensent que Daniel Ortega mérite d'être réélu, 55% ont de lui une opinion favorable et 61% estiment que sa gestion est bonne ou excellente.

A propos de l'UNO, le sondage indique que sur les 27% d'intentions de vote qu'elle recueille, seulement 19% sont fermes. Selon Stanley Greenberg, les électeurs nourrissent des sentiments "passionnés envers la Contra, et l'association de l'UNO avec celle-ci représente de fait le problème le plus sérieux pour l'opposition". 47% de l'électorat rend les Etats-Unis responsables de la guerre, "c'est pourquoi il n'est pas surprenant que l'appui de George Bush à l'UNO n'améliore pas la position de cette dernière".

LES CASQUES BLEUS PARTICIPERONT A LA DEMOBILISATION DES CONTRAS.

Managua, 14 décembre (ANN). Le groupe des observateurs militaires des Nations unies pour l'Amérique centrale (ONUCA) ou "casques bleus" attendent de recevoir des instructions du secrétaire général des Nations Unies qui devra élargir leurs pouvoirs afin qu'ils puissent procéder à la démobilisation des contras stationnés au Honduras.

Après une rapide visite du général espagnol Agustin Quesada, chef de l'ONUCA, le président Daniel Ortega a envoyé aujourd'hui une lettre à Javier Perez de Cuellar lui demandant d'élargir les facultés du groupe d'observateurs conformément aux accords souscrits par les présidents centraméricains au sommet qui vient de se tenir à San José (Costa Rica).

A. Quesada a rencontré le général Humberto Ortega, ministre de la défense, et Victor Hugo Tinoco, vice-ministre des relations extérieures; il a confirmé que l'ensemble du personnel sous son commandement a pour mission de contribuer à la normalisation de la situation en Amérique centrale et se trouve dans les meilleures dispositions pour exécuter les accords présidentiels, mais il attend de recevoir des instructions précises de J. Perez de Cuellar.

A l'origine, l'ONUCA avait été créé en août dernier pour assurer l'observation militaire des frontières et essayer d'éviter l'utilisation d'un pays de la région pour en agresser un autre. Mais, au sommet des présidents à San José, il a été décidé d'élargir sa compétence pour que les *casques bleus* puissent contribuer de manière plus efficace à la démobilisation des contras.

Après sa réunion avec Quesada, le général Ortega a déclaré qu'il y a encore quelque 6000 soldats mercenaires stationnés au Honduras et que le Nicaragua espère qu'au

plus tard fin décembre l'ONU autorisera cette force internationale à participer au démantèlement des camps contre-révolutionnaires.

De son côté, le général Quesada a indiqué que l'ONUCA comprend 260 militaires du Venezuela, du Canada, d'Espagne, d'Irlande et de Colombie basés au Honduras.

FLASH ELECTORAL

Managua, 18 décembre (ANN). Sept des huit partis et deux des coalitions engagés dans la campagne électorale viennent de signer devant le Conseil électoral suprême, les observateurs de l'ONU et ceux de l'OEA un accord qui condamne l'usage de la violence au cours de la campagne et demande la démobilisation immédiate de la Contra. Les deux signatures manquantes sont celles du PLIUN, absent lors de la réunion, et celle de l'UNO, qui a refusé de s'engager.

Tandis que l'on découvre chaque jour davantage d'anciens gardes somozistes dans les listes de la coalition de droite, chaque jour davantage également des candidats de l'UNO renoncent à se présenter, 17 personnes en un seul jour, le 13 décembre. Ils allèguent en général qu'on ne les a pas consultés pour inscrire leur nom sur les listes.

Le candidat de l'UNO à la vice-présidence, Virgilio Godoy, a affirmé au cours d'une manifestation à Matagalpa le dimanche 17 décembre: "Nous sommes contre tout ce que font les Sandinistes, nous sommes donc contras", pendant que les participants scandaient: "Nous sommes contras, nous sommes contras".

Le même V. Godoy a fait l'éloge du Parti communiste nicaraguayen à l'occasion du 19ème anniversaire de cette formation. "Le Parti communiste marche au même pas que les autres partis de l'UNO", a-t-il expliqué.

Quant à Eden Pastora, l'ancien chef militaire de la Contra qui a rejoint les socio-chrétiens, il ne ménage pas les critiques à l'égard du FSLN et tire à boulets rouges sur l'UNO qui, selon lui, n'est unie que parce qu'il y a des dollars à la clé.

SERVICE

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 505-2-2'44'69 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

RESEAU DE SOLIDARITE

Tous ceux qui sont convaincus que le Nicaragua a besoin et le droit d'avoir sa propre voix, contribuent au fonds de solidarité de l'ANN! Il y en a déjà parmi les gens de la solidarité qui versent chaque mois une somme pour garantir la survie de l'ANN. Nous serons heureux de vous inscrire dans les listes du fonds de solidarité!

ANN offre: Affiche en couleur 10 ans de solidarité internationale format 60/84. Prix (incl. frais d'expédition): CHF 10.-/FF40.-

ATTENTION: L'écriture est en allemand!

Votre paiement (versement postal ou cheque) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Europe, case postale 236, CH-8042 Zurich. PC 80-16672-5.

La montre-bracelet 10 años Nicaragua libre Attention, il n'y en a plus beaucoup en stock. Prix de solidarité: FF 250/FF 65.- plus frais d'expédition CHF 4.50. Votre paiement (par cheque postal ou bancaire) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Suisse, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

Livres du Nicaragua L'ANN en collaboration avec l'édition Nahua à Wuppertal en Allemagne et la librería el Cóndor à Zurich dispose des livres nicaraguayens. La librería el Cóndor se charge de l'expédition. Pour vos commandes, adressez-vous à: Librería El Cóndor. Obere Zäune 18. Postfach 369, 8024 Zurich.

SERVICE "ELECTIONS" DE L'ANN

Si vous êtes intéressés à des informations spécialisées sur le thème "Elections" en langue espagnole vous pouvez vous abonner à des paquets de 30 articles spécifiques livrés directement sur votre télex, mailbox ou par télécopie.

Prix par paquet:

- télécopie CHF 255.--
- télex CHF 480.--
- mailbox CHF 195.--

Calendrier

Si vous organisez une fête de solidarité, une réunion, un congrès, etc., vous pouvez l'annoncer dans notre bulletin hebdomadaire! Il n'y a pas de mieux pour informer un public intéressé en Europe, soit en France, la Belgique, la Suisse, la RFA et Autriche!

Les conditions: Il faut nous le faire savoir le plus tôt possible. Comme contribution aux frais de ce service, nous vous demandons de vendre notre matériel à l'occasion de votre réunion. Nous vous enverrons alors un ou plusieurs paquets qui contiendront des bulletins, des cartes postales, des affiches et des prospectus pour le prix unique de CHF 65.-, FF 240.- (pas de commission, des prix de vente fixes.)

ACTUALITE: PHOTOS DES CANDIDATS

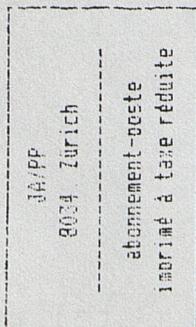
ANN offre des photos de tous les candidats se présentant aux élections présidentielles.

Prix à convenir.

CADEAU DE NOUVEL AN:

VICTOR TIRADO "LE NOUVEAU DEFI" pour tous ceux qui veulent comprendre le processus de la démocratisation en cours au Nicaragua.

Prix: CHF 6.-/FF 18.- plus frais d'expédition.



ann
AGENCIA NUEVA NICARAGUA